

1987, chapitre 138

**LOI CONCERNANT CERTAINES TRANSACTIONS ENTRE
LA COMPAGNIE DE JÉSUS, LA CORPORATION
LE COLLÈGE DES JÉSUITES ET LA CORPORATION
LE COLLÈGE SAINT-CHARLES GARNIER**

Projet de loi 203

présenté par M. Réjean Doyon, député de Louis-Hébert

Présenté le 2 avril 1987

Principe adopté le 23 juin 1987

Adopté le 23 juin 1987

Sanctionné le 23 juin 1987

Entrée en vigueur: le 23 juin 1987

Loi modifiée: Aucune



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 138

Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus, la corporation Le Collège des Jésuites et la corporation Le Collège Saint-Charles Garnier

[Sanctionnée le 23 juin 1987]

Préambule ATTENDU que la Compagnie de Jésus a été constituée en corporation le 18 mai 1887, par le chapitre 28 des lois de 1887, modifié par le chapitre 128 des lois de 1950-1951, par le chapitre 190 des lois de 1959-1960 et par le chapitre 164 des lois de 1960-1961;

Que le but de l'existence de la Compagnie de Jésus consiste notamment à créer et maintenir des maisons d'éducation, d'études et de retraites et autres oeuvres;

Que la corporation Le Collège des Jésuites, formée en partie de prêtres de la Compagnie de Jésus, a été constituée en corporation par le chapitre 122 des lois de 1923-1924, modifié par le chapitre 146 des lois de 1930-1931;

Que le Collège Saint-Charles Garnier, propriété de la corporation Le Collège des Jésuites, dispense de l'instruction et de l'éducation et que cette oeuvre était confiée, jusqu'en 1982, à la corporation Le Collège des Jésuites, instituée pour assurer la permanence de l'oeuvre et son bon fonctionnement;

Que depuis 1982, l'oeuvre est confiée à la corporation Le Collège Saint-Charles Garnier, constituée en corporation par lettres patentes émises le 3 juin 1981 sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38); que cette corporation n'est pas formée de prêtres de la Compagnie de Jésus;

Que la Compagnie de Jésus désire se désengager complètement vis-à-vis de l'oeuvre et de la propriété du Collège Saint-Charles Garnier, moyennant le respect, par les successeurs, de certaines conditions, dont la poursuite de l'oeuvre;

Qu'il est dans l'intérêt public que l'oeuvre soit effectivement continuée;

Que le moyen le plus sûr et le plus efficace d'obtenir la garantie de la poursuite de l'oeuvre, consacrant la pérennité de celle-ci, consiste à créer un lien juridique inaltérable sur les immeubles;

Qu'en vertu des termes des lois constitutives respectives et de leurs amendements, il existe un doute quant au pouvoir de la Compagnie de Jésus et de la corporation Le Collège des Jésuites de transférer leurs immeubles à titre gratuit ou pour un prix inférieur à leur valeur réelle;

Que par ailleurs, la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39) ne prévoit aucune exonération pour les situations visées par des transactions comme celles envisagées par les parties et qu'il est dans l'intérêt public d'exonérer partiellement les parties de payer ces droits, compte tenu de la finalité des transactions;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Transfert à
titre gratuit

1. La corporation Le Collège des Jésuites a le pouvoir de transférer les immeubles décrits à l'annexe, à titre gratuit ou pour un prix inférieur à leur valeur réelle, à la Compagnie de Jésus. Le droit de mutation exigible pour ce transfert, en vertu de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39), est de 5 850 \$.

Transfert à
titre gratuit

2. La Compagnie de Jésus a le pouvoir de transférer par la suite ces immeubles à titre gratuit ou pour un prix inférieur à leur valeur réelle à la corporation Le Collège Saint-Charles Garnier; le droit de mutation exigible pour ce transfert, en vertu de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières, est de 5 850 \$. L'acte de transfert peut comporter des charges, conditions, obligations et prohibitions pouvant restreindre l'usage ou l'utilisation de ces immeubles et visant à assurer que ces immeubles soient utilisés à des fins d'éducation ou à des fins connexes, lesquelles charges, conditions, obligations et prohibitions constituent alors un droit réel grevant ces immeubles.

Enregistre-
ment

3. Une copie conforme de la présente loi peut être enregistrée par dépôt.

Entrée en
vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le 23 juin 1987.

ANNEXE

Un immeuble connu et désigné comme étant formé des lots cent soixante-seize (176) et cent soixante-dix-sept (177) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-Québec, avec tous bâtiments y érigés, circonstances et dépendances.